

Les crédits

ne se chiffre pas à 8,8 milliards de dollars, mais à seulement 266 millions en subventions directes.

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition signée par des gens de l'Ouest qui habitent notamment Steinbach, au Manitoba, Saskatoon et Rosstern, en Saskatchewan, Carlton, en Saskatchewan également, et d'autres villes de l'Ouest.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de mettre un terme aux vols d'entraînement à basse altitude, qui sont une véritable nuisance pour les autochtones, tant au Labrador que dans d'autres régions du pays. Ils sont heureux qu'on ait décidé de ne pas établir une base d'entraînement et que les autorités militaires aient accepté de ne pas accroître le nombre de vols.

Cependant, ils voudraient qu'on mette un terme à tous les vols et qu'on affecte l'argent ainsi économisé au développement durable des collectivités autochtones.

• (1110)

LES ALIMENTS ET LES MÉDICAMENTS

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui des pétitions signées par une centaine de mes électeurs qui invitent le gouvernement à adopter une mesure législative tendant à modifier les règlements sur les aliments et drogues.

Les pétitionnaires jugent que cette nouvelle loi s'impose. On forcerait ainsi les fabricants et les restaurateurs à fournir une liste précise des ingrédients et des additifs alimentaires qui entrent dans la composition de leurs aliments préparés et pré-emballés.

Cette loi préviendrait peut-être la mort inutile de gens à la suite d'allergies alimentaires, comme celle de ce jeune garçon de 15 ans, Robyn Allen, qui est mort après avoir consommé un aliment renfermant de l'huile d'arachide. Il était fortement allergique à cette huile.

C'est le cas de bien d'autres Canadiens. Cette pétition est appuyée par un projet de loi d'initiative parlementaire qu'a présenté la députée d'Hamilton-Est en avril.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Neil Young (Beaches—Woodbine): Monsieur le Président, j'ai moi aussi l'honneur de présenter une pétition qui est une initiative de la Writers' Union of Canada.

Elle porte les signatures de Canadiens d'un océan à l'autre, dont un grand nombre de ma circonscription. Elle se lit ainsi: Attendu que le gouvernement du Canada a jugé bon, sans interruption depuis la Confédération, d'affranchir de toute taxe les revues, les livres et les journaux, et qu'il propose aujourd'hui de les soumettre à la TPS; attendu que la diffusion libre de l'imprimé comme base de la démocratie, de la culture, de l'éducation et d'une société instruite et productive sera compromise par l'application de la TPS; à ces causes, les sous signés, vos pétitionnaires, demandent humblement qu'il plaise au Parlement de réaffirmer les principes historiques sur lesquels se fonde la franchise d'impôt de l'imprimé en la perpétuant dans la loi et les règlements sur la TPS.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions soient réservées.

Le président suppléant (M. DeBlois): Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—LE PROJET
RAFFERTY-ALAMEDA

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle) propose:

Que la Chambre exhorte le ministre de l'Environnement à révoquer le permis visant le projet Rafferty-Alameda et à utiliser tous les pouvoirs de l'administration fédérale pour empêcher la Saskatchewan de procéder à la réalisation de ce projet tant qu'une commission d'évaluation environnementale indépendante n'en aura pas terminé l'étude.

—Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'ouvre aujourd'hui le débat sur cette motion.

Celle-ci porte sur une question très importante qui intéresse la province de la Saskatchewan et qui doit être